

SIM. TRA - (TA)

TED. WUU

4° N.O.

TESTO (A)

Rite

Jacques Delors critique la stratégie d'élargissement de l'Union.

Legge: Politi T=5' -
02-1154-D-SIM-4

1154/D

Lors du sommet d'Helsinki, les quinze ont donné un nouvel élan à l'élargissement de l'Union européenne. A terme, celle-ci comptera quelque 27 membres plus éventuellement la Turquie. Ce processus pourrait sembler trop rapide, mais c'est une fuite en avant incontournable. Certes, le dilemme entre élargissement et approfondissement est réel. Notre devoir historique est de réunifier l'Europe et donc d'ouvrir les bras à des pays qui sont aussi européens que nous, mais nous savons, à la lumière de précédents élargissements, (que nous risquons ainsi de diluer le projet.) C'est pourquoi il est essentiel de distinguer approche géopolitique et approche purement politique.

J'ai soutenu le Président Mitterrand lorsque, dans les derniers jours de 1989, il a proposé une confédération européenne. C'était une bonne et forte intuition, même si, malheureusement, cela n'a pas marché. Or nous avons eu tendance à ne pas considérer ces candidats comme des acteurs, mais comme des simples bénéficiaires potentiels des bienfaits de l'espace économique. Nous avons fait une erreur. Car les sources de l'histoire européenne sont autant à Budapest, à Varsovie ou Prague, qu'à Paris, Londres ou Rome. Nous ne devons pas avoir une vision paternaliste de pays qui, même après quarante ans de totalitarisme, aspirent à construire cette Europe, comme nous. Parce que nous créons un sentiment de frustration en exigeant d'eux - avec raison - qu'ils remplissent les conditions pour entrer dans le grand marché unique, nous devrions en même temps leur ouvrir les portes par un dialogue politique plus conséquent. Ce sentiment de frustration vient probablement du fait que nous n'avons pas su faire la distinction entre démarche politique et démarche économique. Il faut bien sûr des délais pour réussir une intégration de type économique, qui exige de ces pays une économie de marché ouverte et l'intégration dans leur législation de tout l'acquis communautaire, soit quelque 60.000 pages de documents! Pour autant, si réaliser l'Europe est notre devoir historique, je ne crois pas,

contrairement à ce qu'affirme le Conseil européen, que cette Europe à 27, et demain à 30 ou à 32 quand la paix sera revenue dans les Balkans, puisse avoir des objectifs aussi ambitieux que ceux fixés par le traité de Maastricht. En revanche, cet ensemble peut, à travers la création d'un grand espace économique, la liberté des échanges, la multiplication des rencontres entre les populations et les responsables, contribuer à une meilleure compréhension entre les peuples.

Je n'y vois pas une Europe aux ambitions limitées, mais peut-être un très grand succès historique du point de vue géopolitique, c'est-à-dire la constitution d'ensembles permettant d'instituer une médiation entre, d'un part, une mondialisation aveugle livrée aux seules lois du marché et du capital, et de l'autre, les peuples eux-mêmes. Mais on s'éloignera forcément d'une Europe politique telle que définie par les pères de l'Europe.

138